



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

MP.PP/2002/14  
14 août 2002

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Réunion des Parties à la Convention sur  
l'accès à l'information, la participation  
du public au processus décisionnel et  
l'accès à la justice en matière d'environnement  
(Première réunion, Lucques, Italie, 21-23 octobre 2002)  
(Point 7 b) de l'ordre du jour provisoire)

**PROJET DE DÉCISION I/12**

**PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET POUR 2003-2005**

*La Réunion,*

*Rappelant* l'alinéa g du paragraphe 2 de l'article 10 de la Convention, en vertu duquel les Parties doivent envisager et entreprendre les actions supplémentaires qui pourraient se révéler nécessaires aux fins de la Convention,

*Rappelant également* sa décision I/11 sur les procédures d'élaboration, d'adoption et de suivi des programmes de travail, ainsi que ses décisions I/14 sur la création du Groupe de travail des Parties et I/13 sur les dispositions financières,

1. *Adopte* le programme de travail à entreprendre dans le cadre de la Convention jusqu'à la tenue de la deuxième Réunion des Parties, tel qu'il figure en annexe à la présente décision; et

2. *Engage* les Parties et invite les Signataires, les autres États et les organisations intergouvernementales, régionales et non gouvernementales intéressées à contribuer activement aux activités inscrites au programme de travail.

**Annexe**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET AU TITRE DE LA CONVENTION D'AARHUS**  
**(2003-2005)**

Activité	Objectifs et résultats attendus	Pays, organe ou organisme chef de file	Méthodes de travail	Calendrier approximatif	Budget estimatif <sup>1</sup> en milliers de dollars É.-U. par an (moyenne)		
					Poste de dépense	Montant total des ressources nécessaires	Ressources de base nécessaires
<b>I. Mécanisme de contrôle du respect des dispositions</b>	Contrôler et faciliter l'application et le respect des dispositions de la Convention	Comité d'examen du respect des dispositions	Le Comité d'examen du respect des dispositions se réunira en vue d'examiner des rapports, des demandes, etc. Des missions d'information seront entreprises. Le secrétariat donnera la publicité voulue à ce mécanisme et assurera le service du Comité	Activité permanente	Temps de travail (un administrateur à plein temps avec les frais généraux correspondants), réunions du Comité (frais de voyage + indemnités journalières de subsistance), missions d'experts, autres dépenses	300	300
<b>II. Registres des rejets et transferts de polluants (RRTP)</b>	À court terme: mettre définitivement au point, adopter et signer le protocole sur les RRTP à la Conférence de Kiev. À moyen terme: faciliter la ratification, l'entrée en vigueur et l'application du protocole	Groupe de travail ou réunion des Signataires du protocole sur les RRTP	Réunions du principal organe RRTP (une fois par an) et des groupes d'experts ou équipes spéciales (trois fois par an), «salle de classe virtuelle» en vue de communiquer par voie électronique, publication de directives d'application de l'instrument	Activité permanente	Temps de travail (un administrateur à plein temps avec les frais généraux correspondants), réunions (paiement des frais de voyage + indemnités journalières de subsistance des participants qui y ont droit), services de consultants	250	180

Activité	Objectifs et résultats attendus	Pays, organe ou organisme chef de file	Méthodes de travail	Calendrier approximatif	Budget estimatif <sup>1</sup> en milliers de dollars É.-U. par an (moyenne)		
					Poste de dépense	Montant total des ressources nécessaires	Ressources de base nécessaires
<b>III. Organismes génétiquement modifiés</b>	Élaborer un projet de décision à soumettre à la deuxième Réunion des Parties en vue de promouvoir l'application de la Convention aux OGM	Groupe de travail des OGM	Réunions du Groupe de travail (trois), études spécialisées	Jusqu'à la deuxième Réunion des Parties	Participation aux réunions (paiement des frais de voyage + indemnités journalières de subsistance des participants qui y ont droit), services de consultants	40	40
<b>IV. Accès à la justice</b>	Soutenir la mise en application de l'article 9 de la Convention, préparer une base pour la formulation de projets de recommandation de la Réunion des Parties sur les activités futures	Équipe spéciale sur l'accès à la justice ayant la Belgique comme chef de file	Il s'agira d'élaborer des documents d'information et d'orientation, d'organiser des ateliers de formation, de réunir et examiner des études de cas, de définir les activités à entreprendre ultérieurement	Jusqu'à la deuxième Réunion des Parties	Participation à des ateliers (frais de voyage et indemnités journalières de subsistance), collecte d'études de cas	45	35
<b>V. Outils d'information électroniques</b>	Présenter des projets de recommandation à la deuxième Réunion des Parties sur la manière la plus efficace d'utiliser les outils d'information électroniques, promouvoir un flux d'information sur des exemples de bonnes pratiques, contribuer, selon qu'il conviendra, au Sommet mondial sur la société de l'information	Équipe spéciale des outils électroniques, ayant la Bulgarie comme chef de file	Collecte d'exemples de meilleures pratiques. Ateliers, forum électronique, mesures de renforcement des capacités	Jusqu'à la deuxième Réunion des Parties	Coûts des ateliers (y compris le paiement des frais de voyage et les indemnités journalières de subsistance des participants qui y ont droit), autres dépenses	45	35

Activité	Objectifs et résultats attendus	Pays, organe ou organisme chef de file	Méthodes de travail	Calendrier approximatif	Budget estimatif <sup>1</sup> en milliers de dollars É.-U. par an (moyenne)		
					Poste de dépense	Montant total des ressources nécessaires	Ressources de base nécessaires
<b>VI. Coordination et supervision des activités entre les sessions</b>	Coordonner et superviser les activités entreprises dans le cadre de la Convention, par exemple en mettant à exécution le présent programme	Groupe de travail des Parties et Bureau de la Réunion des Parties	Réunions du Groupe de travail (probablement une réunion par an), réunions du Bureau selon que de besoin et consultations entre les membres du Bureau par voie électronique	Activité permanente	Participation aux réunions (paiement des frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des participants qui y ont droit)	35	35
<b>VII. Service de renforcement des capacités</b>	Gérer le Service de renforcement des capacités ayant pour mission d'aider les pays à donner pleinement effet à la Convention. Au minimum, deux ateliers sous-régionaux par an	Secrétariat en étroite collaboration avec le PNUE et le GRID-Arendal du PNUE	Pour mettre cette activité à exécution, des projets spécifiques seront entrepris dans les pays qui ont besoin d'une assistance. Ateliers de formation et assistance technique faisant l'objet, dans la plupart des cas, d'un financement séparé.	Phase pilote 2003-2004. Le projet sera pleinement opérationnel en 2005	Temps de travail, participation aux ateliers (paiement des frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des participants qui y ont droit), Coût de la publicité pour le service <sup>2</sup>	130	30
<b>VIII. Centre d'échange d'informations et de rapprochement de l'offre et de la demande de financement</b>	Faciliter l'échange d'informations relatives à la Convention et le rapprochement entre l'offre et la demande de financement pour des projets	Secrétariat, en coopération avec le GRID-Arendal du PNUE	Par voie électronique, par le biais du site Web de la Convention	Activité permanente	Temps de travail du personnel, services de consultants en vue de la création du centre d'échanges	25	10

Activité	Objectifs et résultats attendus	Pays, organe ou organisme chef de file	Méthodes de travail	Calendrier approximatif	Budget estimatif <sup>1</sup> en milliers de dollars É.-U. par an (moyenne)		
					Poste de dépense	Montant total des ressources nécessaires	Ressources de base nécessaires
<b>IX. Sensibilisation et promotion de la Convention</b>	Faire mieux connaître la Convention et ses principes dans l'ensemble de la région de la CEE-ONU et au-delà, accroître le nombre de Parties à la Convention, encourager les initiatives régionales (par exemple, les directives de la CESAP)	Secrétariat	Participation à des manifestations et processus régionaux et internationaux clefs. Appui aux ateliers organisés par d'autres entités. Préparation de brochures, de publications, de bulletins d'information et d'autres documents. Actualisation du site Web. Rédaction et analyse d'articles sur la Convention	Activité permanente	Temps de travail (un administrateur à temps partiel avec les frais généraux correspondants), participation aux manifestations dignes d'intérêt pour lesquelles un financement n'est pas assuré par les organisateurs (frais de voyage et indemnités journalières de subsistance), services de consultants	80	50
<b>X. Interconnexions entre la Convention d'Aarhus et les autres conventions</b>	Promouvoir l'application des principes de la Convention dans le contexte d'autres accords multilatéraux relatifs à l'environnement	Secrétariat	Participation à des ateliers dont le thème présente un intérêt dans le contexte de la Convention d'Aarhus, activités concertées relevant aussi d'autres conventions, par exemple organisation d'un atelier en collaboration avec la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels.	Activité permanente	Temps de travail, paiement des frais de voyage à l'occasion des réunions présentant un intérêt lorsque ces dépenses ne sont pas prises en charge par les organisateurs	30	0

Activité	Objectifs et résultats attendus	Pays, organe ou organisme chef de file	Méthodes de travail	Calendrier approximatif	Budget estimatif <sup>1</sup> en milliers de dollars É.-U. par an (moyenne)		
					Poste de dépense	Montant total des ressources nécessaires	Ressources de base nécessaires
			Coordination avec d'autres accords multilatéraux de la CEE relatifs à l'environnement				
<b>XI. Réunion extraordinaire et deuxième réunion ordinaire des Parties</b>	Réunion extraordinaire: adoption et signature du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants. Réunion ordinaire: voir l'article 10 de la Convention	Réunion des Parties	Réunions des Parties	Réunion extraordinaire: mai 2003. Réunion ordinaire: en 2004 ou 2005	Participation aux réunions (paiement des frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des participants qui y ont droit)	40	30
<b>Total partiel</b>						1 020	745
<b>Dépenses d'appui au programme (13 %)</b>						150	110
<b>TOTAL</b>						<b>1 170</b>	<b>855</b>

<sup>1</sup> Le budget estimatif indiqué ici fait abstraction des coûts qui devraient en principe être imputés sur le budget ordinaire de l'ONU. À l'heure actuelle, le budget ordinaire de l'ONU couvre 1,5 poste d'administrateur à plein temps et 0,5 poste de secrétaire, ainsi que les frais généraux administratifs correspondants.

<sup>2</sup> Le budget estimatif pour ce poste de dépenses est calculé sur la base des coûts de deux ateliers sous-régionaux par an en moyenne et une certaine quantité de temps de travail pour amorcer le processus. Cependant, on part du principe que le service en question générera des ressources supplémentaires pour le financement de projets répondant aux besoins des pays ciblés. Le présent document ne fait pas état du coût de ces projets.